

Ils donnent leurs remèdes pour faire cesser l'hémorragie

Coûts de la santé

Le sprint vers le Grand Conseil est lancé. Chaque semaine, Riviera Chablais votre région s'arrête sur un enjeu majeur de la législature. Quatrième étape: la santé, sa facture qui n'en finit pas de gonfler et son défi face au vieillissement de la population.

| Rémy Brousoz |

En Suisse, les coûts de la santé devraient franchir la barre des 92 milliards de francs en 2022. Il y a dix ans, ce chiffre n'était «que» de 65 milliards. La pandémie a beau être passée par là, elle ne doit pas faire oublier un phénomène qui existait bien avant que les premiers cotons-tiges n'envahissent des millions de narines: la facture des soins enfile irrésistiblement chaque année.

Comment y mettre un terme? C'est l'une des questions que nous avons posées à différentes formations de la Riviera et du Chablais en lice pour les élections au Grand Conseil vaudois.

Halte à la surconsommation

«La société nous a transformés en consommateurs, et cela concerne également la santé, estime l'UDC Dylan Karlen. Les patients en demandent parfois plus que nécessaire. Il faut les responsabiliser et les encourager à passer d'abord par la médecine de famille». Selon

Pour le député PLR François Cardinaux, la surconsommation médicale est également à combattre. «Lorsque quelqu'un va voir trois médecins et deux psychologues, quelle est l'utilité? Il faut que chaque activité médicale soit vérifiée», affirme l'assureur montreuvisien, qui considère également que le catalogue des prestations de base ne doit pas être élargi, sous peine d'aggraver la situation.

Candidat à sa réélection sur la liste des Libres, le député veveysan Jérôme Christen juge que les structures privées ont une part de responsabilité dans cette tendance. «Il est parfois difficile de résister à des offres de traitements médicaux, de diagnostics et d'opérations qui ne sont pas forcément justifiées. L'Etat doit agir pour les limiter.»

Contrairement à ses pairs de l'UDC et du PLR, il se dit favorable à l'idée d'une caisse d'assurance cantonale, dont le principe a été accepté de justesse en février 2021 par le Grand Conseil vaudois, et qui doit être discutée par les chambres fédérales. Ce modèle viendrait concurrencer les caisses privées. «Le système actuel pousse aussi à la surconsommation. Il serait préférable d'avoir une caisse sans obligation de profit.»

Seul remède: la caisse unique

Pour les partis de gauche, la création d'une caisse publique apparaît comme le meilleur moyen de bloquer l'ascenseur des coûts. «Les primes étouffent de nombreux budgets», déplore la candidate socialiste Julia Macheret. Selon l'infirmière d'Ollon, une assurance gérée au niveau cantonal serait la seule solution pour combattre les réserves des caisses privées.

La Verte Anne Saito se dit lucide: la possibilité de changer de caisse chaque année est une «illusion de liberté». «Ça ne règle en rien la question de l'augmentation de la facture», assure la psychologue montreuvisienne, qui penche pour une caisse unique alimentée directement par un prélèvement sur les revenus.



En dix ans, la facture a gonflé de 27 milliards. | O. Meylan - 24 heures

Même son de cloche pour le POP Bernard Borel. «Aujourd'hui, 30% des Vaudois ont besoin de subventions pour payer leur assurance. Ce système ne fonctionne tout simplement plus.»

Candidate sous la bannière de décroissance alternatives, la Montreuvisienne Antoinette Loup milite elle aussi pour ce modèle, gage selon elle de solidarité. «Le système actuel a quelque chose de sournois en mettant la responsabilité sur l'individu. Les assurances nous menacent d'augmenter les primes si on va trop chez le médecin. Mais si on s'y rend, c'est parce qu'on en a besoin.» Selon cette infirmière à la retraite, les primes devraient être proportionnelles aux revenus.

Des bénéfices mieux utilisés

«Comment est-ce possible que les caisses puissent avoir autant de dividendes?», s'interroge de son côté Frédéric Fischlin de l'Alliance des Libertés. «Plutôt que de l'utiliser pour sponsoriser des événements ou faire de la publicité, il vaudrait mieux redistribuer cet argent pour financer des prestations médicales. Opposé au modèle de caisse unique, le candidat de Blonay - Saint-Légier préférerait que la gestion des assurances soit confiée à des fondations. «Il faudrait que tous les chiffres soient rendus publics.»

Ces réserves, c'est aussi ce qui pose problème aux yeux de la Vert'libérale Cloé Pointet. «Les milliards accumulés choquent tout le monde, estime la députée de Jongny. Je suis pour la création d'une entité unique qui serait chargée de leur gestion et de leur redistribution.»

D'autres pistes pour alléger la facture

Pour la benjamine du parlement vaudois, la stabilisation des coûts passe avant tout par le renforcement des liens entre la médecine conventionnelle et les médecines complémentaires. «Si une personne se bloque le dos, il est préférable qu'elle aille directement voir un ostéopathe plutôt qu'un médecin.» Cloé Pointet mise également sur l'utilisation de la technologie pour améliorer les diagnostics, notamment dans le

domaine du profilage génétique. «Tout en gardant un côté très humain», précise-t-elle.

Antoinette Loup estime que la «bureaucratie» est une cause importante du problème. «Au cours de ma carrière, j'ai assisté à un véritable basculement, explique la candidate de décroissance alternatives. Les soignants passent un temps fou à calculer le temps de travail, les soins effectués, etc... Et tout ça au détriment du patient.»

Et si on se penchait sur les revenus des cadres de la profession? C'est une piste que propose Frédéric Fischlin. «Certains médecins ou professeurs ont des salaires astronomiques», considère le représentant de l'Alliance des Libertés, qui serait aussi favorable à un élargissement de l'assurance de base à certaines médecines alternatives.

Renforcer les soins à domicile

Pour la plupart des candidates et candidats interrogés, le vieillissement de la population fait partie des grands défis sanitaires de ces prochaines années. Tous partagent l'idée qu'il vaut mieux passer ses vieux jours à la maison plutôt que dans un EMS. Et pour beaucoup, la concrétisation de ce modèle passe par un renforcement de l'aide à domicile. «Il faut mettre plus de moyens pour garder les seniors chez eux», juge la Vert'libérale Cloé Pointet.

«Le personnel qui intervient à la maison doit être mieux valorisé. C'est un travail difficile, souvent exercé par des femmes», relève la Verte Anne Saito, qui comme d'autres, appelle aussi à mieux reconnaître le statut des proches aidants. «Il faudrait qu'ils puissent déduire de leurs impôts un peu plus que des cacahuètes», suggère Antoinette Loup de décroissance alternatives.

Aux yeux du PLR François Cardinaux, que ce soit dans les EMS ou à la maison, il est nécessaire d'avoir une meilleure distinction du type d'aide apportée. «Qu'elles fassent à manger, qu'elles nettoient, où qu'elles soignent, ces personnes sont toutes mises dans le même panier. Une seule convention collective ne suffit pas. Il faut revoir les grilles sala-

riaux en fonction de la valeur du travail.» Dans ce domaine, Julia Macheret insiste sur l'importance d'améliorer la formation. «On a une population de plus en plus âgée, et cumulant plusieurs maladies. Que ce soit dans les établissements ou chez elles, c'est une prise en charge complexe», souligne la candidate socialiste. Selon elle, il existe certaines institutions où seulement deux infirmières formées s'occupent d'une quarantaine de résidents.

Des lieux au cœur de la vie sociale

«Certains EMS ont beau se situer dans des cadres magnifiques, ils sont parfois loin de la vie sociale, souligne le Libre Jérôme Christen. Il est important que les nouvelles structures soient créées le plus possible au cœur des localités.» Une visée que défend aussi

Dylan Karlen. «Les pensionnaires doivent être intégrés au quotidien», considère l'UDC, qui prend pour exemple le centre d'accueil de jour pour personnes âgées créé au cœur de Villeneuve.

Pour le POP Bernard Borel, l'effort consiste non seulement à trouver un lieu pour les seniors, mais aussi à les aider à organiser leur vie sociale. «Il ne s'agit pas uniquement de les distraire, mais de leur donner la possibilité de partager leur savoir. Ils ont une longue vie derrière eux et plein de choses à transmettre.»

Dans ce domaine, beaucoup évoquent les appartements protégés comme une solution idéale. Frédéric Fischlin, de l'Alliance des Libertés, va même plus loin: «On pourrait imaginer que chaque nouvel immeuble construit comporte un certain pourcentage de ce type de logement.»

Le Pays-d'Enhaut est bien servi... pour l'instant

«En chantier.» Voilà comment le municipal de Château-d'Œx et candidat socialiste Eric Fatio décrit la situation des soins au Pays-d'Enhaut. La région planche en effet sur de nombreux projets.

Il y a bien sûr le «Pôle santé», réunion administrative de l'hôpital, de l'établissement médico-social (EMS) et des soins à domicile. Le Canton a initié ces travaux, qui visent à assurer l'accès à une médecine de premier recours et que saluent les candidats interrogés.

Autres défis actuels: garder les généralistes et attirer des spécialistes. «Il n'y a pas de pédiatre ni de pédiopsychiatre, relève Céline Baux, députée UDC sortante. Le problème, c'est qu'avec notre population, on ne peut pas leur garantir une activité à 100%.» L'idée d'offrir une place dans un cabinet de groupe fait partie des pistes explorées pour convaincre un ou une praticienne.

Mais le plus gros chantier reste à venir. Vétuste, l'hôpital du Pays-d'Enhaut devra bientôt être démolit puis reconstruit. Un investissement colossal qui incombera aux Communes, même si certains espèrent pouvoir compter sur des aides externes.

Une chose est sûre: pas question d'abandonner cette prestation, avec son service d'urgences ouvert 24h/24, ni de revoir l'offre de santé à la baisse. «Ce secteur représente environ 18% du marché du travail au Pays-d'Enhaut, c'est énorme», souligne le PLR Claude Schnegg. Et cette part pourrait même encore augmenter, à en croire Christophe Barbey, candidat des Verts, pour qui «la région a un vrai potentiel dans le domaine de la médecine, aussi bien conventionnelle que non-conventionnelle». **Hélène Jost**

Hôpital Riviera-Chablais: nombreux défis à relever

L'Hôpital Riviera-Chablais a inauguré son site de Renaz fin 2019. «De nombreux défis nous attendent et nous y travaillons en collaboration avec les autorités cantonales», indique son porte-parole Christophe Schüll. L'institution veut ainsi mieux coordonner les soins entre tous les partenaires du réseau. Elle souhaite également améliorer la prise en charge de la personne âgée «dans une logique de soins intégrés et de proximité». Au programme également: prévenir et faire baisser les «hospitalisations évitables» et lutter contre la pénurie du personnel.

À la suite d'un déficit de 18 millions de francs dans les comptes 2019, l'institution intercantonale a fait l'objet d'une enquête parlementaire vaudoise. Présidée par l'UDC villeneuvois Dylan Karlen, la commission devrait rendre son rapport ce printemps.

92
milliards

Le total des coûts de la santé estimé pour la Suisse en 2022